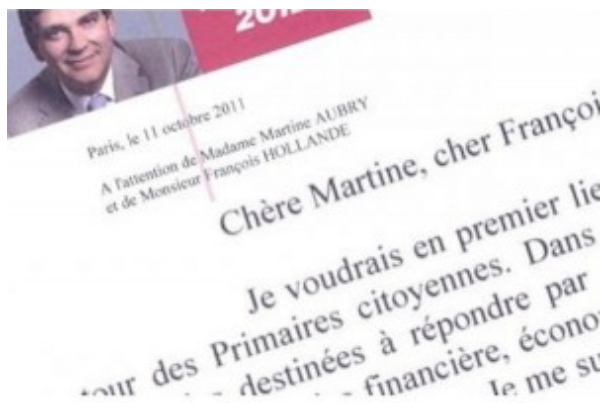


Réponse de Jean-Luc Mélenchon à Arnaud Montebourg



Cher Arnaud Montebourg,

J'ai lu [la lettre que tu as envoyée à tes compétiteurs](#) de la primaire socialiste. Tu as voulu qu'elle soit « ouverte ». Je me sens concerné. En effet, tu t'adresses aux deux socialistes qui pourraient être candidats à l'élection présidentielle. Je le serai pour ma part en toute certitude, au nom du Front de Gauche. Les questions que tu poses concernent toute la gauche et tous nos concitoyens.

J'ai donc souhaité y répondre.

Le nombre de votants aux primaires organisées par le Parti socialiste pour désigner son candidat à l'élection présidentielle montre une volonté d'intervention populaire. Celle-ci marque je crois les temps politiques nouveaux dans lesquels nous sommes entrés. Car désormais le grand nombre sent bien que les dogmes suivis jusqu'à présent par les pouvoirs en place mènent le monde à une impasse. Chacun se sent dès lors invité à se mêler des affaires publiques. Bonne nouvelle !

En t'écrivant, je veux donc contribuer à ce débat démocratique indispensable pour que l'élection présidentielle ne se réduise pas à une compétition de personnes mais permette aux citoyens d'exercer en toute lumière une souveraineté éclairée par le débat argumenté.

Je veux aussi entamer à cette occasion une discussion ouverte à gauche sur les conditions concrètes et précises qui permettront à un gouvernement de mener une politique alternative à celle de la droite, à l'heure où pourtant les gouvernements sociaux-démocrates dans toute l'Europe adoptent des plans d'austérité en tout point contraires à leurs engagements de campagne.

Les trois questions que tu poses me paraissent essentielles. J'y réponds précisément et y ajoute une quatrième qui à mes yeux les conditionne toutes.

1°) Le contrôle politique du système financier

Je défends la mise sous contrôle social des banques afin de soumettre la finance à la loi de l'intérêt général. Le programme du Front de Gauche propose de combattre la spéculation et la financiarisation de notre économie en interdisant les ventes de gré à gré, les ventes à découvert et les produits spéculatifs et en bloquant les échanges de capitaux avec les paradis fiscaux. Nous imposerons également la séparation des banques de dépôt et des banques d'investissement. Nous interdirons les stock-options, les LBO et les engagements hors bilan et obligerons les entreprises à la transparence financière. Les mouvements internationaux de capitaux à des fins de spéculation et de placement financier seront contrôlés et taxés à nos frontières. Nous interdirons la libre d'action des agences de notation et des hedge funds en Europe. Un pôle public financier sera créé pour contribuer à produire et partager autrement les richesses. Enfin, la Banque Centrale Européenne doit prêter aux Etats pour casser la spéculation et mettre le financement des biens publics à l'abri des appétits des investisseurs privés.

2°) Le protectionnisme européen, social et écologique

Je combats le dogme du libre-échange pour des raisons à la fois écologiques et sociales. Je veux réduire les transports de marchandises inutiles pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Et je récuse la réduction des normes sociales et environnementales par la mise en concurrence des systèmes sociaux et

fiscaux nationaux. Je prône une relocalisation écologique maximale de notre production agricole et industrielle. Pour cela, le Front de Gauche défend l'instauration d'un visa social et écologique qui permettra de bloquer les productions délocalisées pour des raisons de dumping social et fiscal. Il propose l'institution de protections et de normes sociales et environnementales communes aux Européens, avec, par exemple des prélèvements nationaux concertés sur les réimportations en Europe de productions délocalisées et une taxe « kilométrique » de manière à réduire les transports de marchandises évitables. Nous instaurerons un droit de reprise des entreprises par leurs salariés en cas de délocalisation ou de fermeture. J'ajoute que le contrôle des mouvements de capitaux que nous instaurerons permettra aussi de taxer lourdement les investissements supports des délocalisations.

3°) la VIe République et la lutte contre la corruption

Le Front de Gauche se prononce sans ambiguïté pour une Sixième République parlementaire. Nous voulons en finir avec ce régime qui dépolitise le débat public et organise le dessaisissement des citoyens. La méthode que le Front de Gauche avance pour rédiger cette nouvelle Constitution est celle qu'ont suivie avec succès les peuples qui ont fait avant nous le choix de la révolution citoyenne, la convocation d'une Assemblée Constituante dès le début du mandat. Mon ambition est donc d'être le dernier président de la Cinquième République.

Quant à la corruption, je la tiens pour un symptôme de la décomposition de notre République. Elle prospère en raison du fonctionnement oligarchique des institutions, qui mêlent étroitement possédants et cercles dirigeants de l'Etat. Elle est la conséquence de l'accumulation de richesse par quelques-uns. Ceux-là jouissent de ce fait d'un pouvoir d'influence indécent contraire à l'égalité des citoyens. Elle se nourrit de la colonisation de l'Etat par les intérêts particuliers, permise par la libéralisation des services publics et la confusion qu'elle entraîne entre public et privé. Elle est encouragée par le fonctionnement des institutions européennes, où les lobbies font la loi. Nous combattons la corruption sur tous ces fronts : mise au pas de l'oligarchie par la création d'un revenu maximum, instauration d'un régime parlementaire permettant le contrôle effectif de l'exécutif, abrogation des libéralisations de services publics, pôle public du médicament, nouveau traité européen conditionnant tout transfert de souveraineté à un contrôle démocratique de son usage.

Voici donc mes réponses aux trois points que tu évoques. Je serais incomplet si je n'en ajoutais pas un quatrième. Je crois que tu en seras d'accord puisque, comme nous, tu as voté non au traité constitutionnel européen et à sa copie conforme le traité de Lisbonne. Rien ne pourra être fait de ce que j'ai dit précédemment sans remise en cause du traité européen de Lisbonne. Celui-ci interdit en effet toute entrave à la libre circulation des capitaux, promeut le libre-échange généralisé, fait échapper une part croissante de notre législation à la souveraineté populaire et officialise le pouvoir corrompeur des lobbies. C'est pourquoi nous organiserons un référendum pour proposer au peuple français une liste de dispositions sur lesquels la France désobéira sans attendre aux traités européens, prélude à une refondation de l'Union toute entière.

Reçois, cher Arnaud, mes félicitations pour le combat que tu as mené au sein de ces primaires et qui a permis de faire progresser tant d'idées que nous avons en commun.

Jean-Luc Mélenchon

Candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle